



POLICY BRIEF

PB 20 - 36
Avril 2020

LE MAROC FACE AU **COVID-19**: AGILITÉ, COHÉSION ET INNOVATION

Par Hynd Bouhia

Le Maroc face au Covid-19: Agilité, cohésion et innovation

Résumé :

Le Maroc est aujourd'hui cité comme exemple pour son agilité, son leadership, sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI et, surtout, sa cohérence dans la prise de décision et dans l'implication de la population, à travers le Fonds spécial Covid-19 et les media pour maintenir la confiance publique. En effet, la sécurité des Marocains a été privilégiée par rapport à toute autre considération, ce qui a permis d'accélérer la prise en main des événements et d'encadrer la prise en charge des personnes contaminées. Cette analyse décrit les différentes facettes de l'ampleur de la crise du Coronavirus au Maroc. Que ce soit sur la société, l'économie, l'environnement. Elle met en valeur la créativité et le recours à l'innovation frugale dont a fait preuve le pays. Elle positionne, également, la crise par rapport au nouveau modèle économique et aux objectifs du développement durable des Nations unies, tout en appuyant le rôle important des institutions financières internationales dans le maintien de la stabilité macro-économique, financière et sociale du Maroc et de l'Afrique.

C'était un événement d'actualité comme les autres suivi, de loin, par le monde entier au moment des fêtes de fin d'année, dans une ville lointaine en Chine, Wuhan. Rien n'aurait jamais prédit que cet incident pourrait prendre une telle ampleur en si peu de temps, et menacer ainsi toute la population du monde. Le facteur de la globalisation a été sous-estimé dans ce cas, alors que ce même facteur a toujours été considéré comme un catalyseur de la prospérité mondiale et du développement des systèmes financiers et économiques internationaux. La rapidité de l'information a été dépassée par la rapidité de la propagation du virus Covid-19. Le monde s'est ainsi trouvé mis à genoux devant la force de la contagion. Les systèmes de santé ont été paralysés par le virus qui a obligé le monde entier à s'arrêter pour contenir la pandémie. Les réponses des pays ont démontré l'efficacité et l'agilité des gouvernements face aux limites auxquelles ont été confrontés les infrastructures sanitaires.

L'Europe et les Etats-Unis, ayant tardé à prendre la décision effective de confinement sanitaire, se sont trouvés rapidement dépassés par le Coronavirus. En Afrique, l'arrivée du virus ayant été décalée, aucun pays n'a voulu attendre pour éviter la catastrophe. Rapidement, la crise sanitaire a été annoncée, dès les premiers cas confirmés, et la gestion de l'urgence dans un climat d'incertitude est devenue la priorité des Etats.

L'agilité de la réponse à la crise place le Maroc au devant de la scène mondiale

Le Maroc, connu pour sa stabilité politique et la force de son système de sécurité, a lancé un « Plan Marshall », comme décrit par le magazine¹ « Forbes France », pour se prémunir contre la pandémie. Sa Majesté le Roi Mohammed VI a déployé une approche anticipative dès le début de l'apparition du Covid-19, pour lutter contre la propagation du virus et faire face à l'impact social et économique qui en résulterait. En particulier, les secteurs du tourisme, du transport et de la restauration ont été les premiers à ressentir directement la crise, avec la fermeture des aéroports, l'arrêt de la circulation des trains et autres moyens de transport en commun.

Aussi, l'état d'urgence a été décrété, fermant les frontières et mettant en œuvre un confinement général de la population. La mise en place d'un Comité de Veille économique et le lancement d'un Fonds spécial Covid-19 qui a levé 32 milliards de dirhams de dons (\$3.2 milliards), ont permis de lancer une série de mesures anticipatives visant l'ensemble de la population. En effet, le Fonds, qui cible les petites et moyennes entreprises qui sont affiliées à la Caisse nationale de la Sécurité sociale (CNSS), a permis de mettre en place des aides directes aux structures de l'informel, ainsi qu'à la partie la plus vulnérable de la population, notamment les nombreux, travailleurs de l'informel qui se trouvent directement affectés par le confinement sanitaire.

Des mesures à tous les niveaux

Le Maroc a pu déployer un grand nombre de mesures de manière rapide, efficace et surtout stricte, pour s'assurer du maintien de la stabilité. Le gouvernement a pris les devants pour préparer les unités hospitalières nécessaires, impliquant également la médecine militaire, afin d'offrir les soins nécessaires et un nombre suffisant d'installations de réanimation. De plus, des kits de tests ont été commandés par le gouvernement pour lancer une campagne de tests de dépistage et contenir ainsi la propagation.

Une intervention musclée

Les éléments des forces de sécurité, dont ceux des Forces armées royales et de la Gendarmerie royale, ont été très vite déployés dans les villes et les douars à travers le Royaume pour s'assurer du respect des instructions de confinement et pour limiter les déplacements de la population au strict minimum uniquement en cas d'urgence. Le confinement de 37 millions de personnes a demandé une mobilisation des services de l'ordre et du Ministère de l'Intérieur, qui ont fait preuve d'une efficacité qui leur a valu une reconnaissance internationale. En effet, le ministère de l'Intérieur a mis en place un arsenal permettant d'encadrer de près les opérations de gestion de la crise sanitaire et d'assurer le respect des confinements généraux. L'état d'urgence était réellement là !

Comité de Veille Economique

Le Comité de Veille économique a été créé au niveau du ministère de l'Economie et des Finances, dès l'annonce de l'état de crise sanitaire. Ce Comité a été conçu pour

1. <https://www.forbes.fr/politique/covid-19-comment-le-maroc-met-en-oeuvre-un-plan-massif-pour-soutenir-leconomie-et-proteger-les-populations/>

identifier les mesures nécessaires au maintien de la stabilité économique et, surtout, de permettre aux entreprises de passer la crise en évitant la faillite. Le Comité se charge également de la mise en œuvre et du suivi des réformes. Aussi, le Comité a-t-il proposé de suspendre et reporter le paiement des charges sociales et des remboursements de crédits par les entreprises.

Création du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus

Un Fonds spécial a été structuré pour la gestion de la crise et qui a pu lever \$3,2 milliards grâce à l'implication de toutes les institutions publiques et privées et les dons de personnes morales et physiques. L'objectif du Fonds est principalement de financer les équipements hospitaliers et médicaux nécessaires pour les personnes atteintes du virus, ainsi que le déploiement des mesures financières pour les populations fragilisées. Le Fonds spécial joue un rôle central dans le maintien de la stabilité économique et sociale du pays.

Implication de la Banque centrale

La Banque centrale a baissé son taux directeur à 2% et a mis en place plusieurs mesures monétaires et prudentielles pour faciliter l'accès au crédit, à la fois pour les entreprises et pour les ménages. Ce système va permettre de tripler la capacité de financement des Banques, de renforcer l'offre de refinancement, d'étendre les durées de refinancement et de proposer de nouvelles offres pour financer les petites et moyennes entreprises. Bank Al-Maghrib a également pris des mesures prudentielles plus adaptées pour soutenir les institutions de crédit dans la couverture des liquidités et des provisions, afin de renforcer leur capacité à soutenir les ménages durant la période de crise.

Des mesures en faveur des entreprises

Au-delà de la suspension du paiement des charges sociales jusqu'à la fin du mois de juin 2020, ainsi que le report des échéances des prêts bancaires et leasing pour la même date sans pénalités de retard, d'autres mesures ont été mises en place. Une ligne de crédit a été mise en place avec l'implication de la Caisse Centrale de Garantie (CCG) pour accompagner les petites et moyennes entreprises dans leur besoin en fonds de roulement et la gestion de leur trésorerie. S'agissant de la déclaration des impôts et des audits et inspections, ces derniers ont été décalés pour la fin juin 2020, allégeant ainsi les contraintes professionnelles.

Mesure bénéficiant aux employés ayant perdu leurs emplois

Tous les employés qui sont déclarés à la Caisse nationale de Sécurité sociale (CNSS) et qui ont perdu leur travail à cause de la crise, peuvent bénéficier d'une allocation mensuelle de \$200 et un report du paiement de leurs prêts bancaires jusqu'à la fin du mois de juin 2020. Cette mesure bénéficie du soutien du Fonds spécial Covid-19.

Soutien au secteur de l'informel

Le secteur de l'informel a été impacté directement, vu l'arrêt brutal de ses activités qui a engendré une rupture des entrées financières des familles qui en dépendaient.

C'est pourquoi, le fonds a permis d'apporter une aide pécuniaire suivant le nombre de personnes par ménage : \$80 par famille de deux personnes, \$100 par famille de trois personnes, et \$120 par famille de plus de quatre personnes.

L'impact macroéconomique de la crise sanitaire

L'agence Fitch Rating estime que le Maroc dispose d'un matelas financier lui permettant de gérer les pressions dues au Coronavirus. Aussi, Fitch Rating maintient le Maroc à la note BBB, avec une perspective stable. Sachant que l'année 2020 est arrivée alors que la décision d'ajuster la flexibilité du régime de change était déjà prise. Toutefois, c'est une année de sécheresse qui impacte déjà la production agricole.

Depuis l'apparition du virus, l'économie est en train de subir une récession de plein fouet, avec un effet de contagion venant d'Europe. Il a été estimé, par une première analyse² de la Banque mondiale (BM) et des Nations Unies, que la récession au Maroc risque d'impacter le PIB par un recul de 1,5% cette année. Sachant que le Fonds monétaire international (FMI) a publié des prévisions le 14 avril 2020³, montrant une récession pour le Maroc de -3,7% et à travers le monde une moyenne de -3%, en raison de la propagation du Covid-19 ; confirmant un impact beaucoup plus important que celui de la crise financière de 2008. Le Maroc n'a pas connu une situation similaire depuis plus de 20 ans, voire 25 ans, durant la grande sécheresse en 1995. A cette époque, des stratégies d'urgence et un grand stimulus, porté par les facilités du gouvernement pour lancer les grands chantiers de construction, ont permis, non seulement d'augmenter l'attractivité du Maroc aux investisseurs étrangers mais, également, la création d'emplois à travers différents secteurs porteurs de l'économie. En effet, la société s'est développée, le Maroc s'est transformé en devenant une place très attractive pour les grands investisseurs. Mais, entre-temps, les fondamentaux ont été négligés et la crise a rattrapé le pays.

Que s'est-il passé dans nos écoles ? Notre système éducatif qui avait formé les leaders d'aujourd'hui, ne pourra jamais continuer à en faire autant s'il n'est pas complètement restructuré.

Durant la crise, les systèmes de la mission française, américaine, espagnole..., ont poursuivi les cours sans interruption—suivi sur format numérique à distance quotidien permettant de maintenir le niveau.

Le système national que nous avons connu jeunes peut-il prétendre la même chose ? Que s'est-il passé dans la santé ? Le constat était similaire du côté du secteur de la santé, également délaissé, avec le privé qui prenait de plus en plus d'ampleur. Cette crise a permis d'étoffer les hôpitaux et d'améliorer les conditions à la fois pour les médecins, les infirmiers et les patients—cela ne peut être que bénéfique !

Aujourd'hui, nous sommes face à une récession inévitable qui aura certainement des impacts sur l'augmentation du chômage, la baisse du niveau de consommation, de l'activité et des flux financiers. La même étude de la Banque mondiale et de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies a estimé que l'impact sur la

2. Rapport de l'UNDP, UNECA et la Banque Mondiale: Social & Economic impact of the COVID-19 Crisis on Morocco. Mars 2020

3. www.imf.org

consolidation fiscale va être également important, et également sur le déficit budgétaire. En effet, avec l'arrêt des activités des entreprises, moins d'impôts seront versés et un grand déficit sera enregistré en termes de besoin financier et de dette. L'analyse montre que le déficit fiscal sera supérieur à 6% du PIB en 2020. Cette détérioration sera générée principalement par les dépenses sociales et économiques, ce qui affectera la dette du gouvernement central qui augmentera à plus de 70% du PIB.

S'agissant de la balance des paiements, son déficit risque d'atteindre 7% du PIB cette année, en raison de la diminution des exports, des revenus touristiques et du déficit de la balance commerciale, au vu de l'impact de la pandémie sur toutes les chaînes de production et des échanges internationaux. Certes, l'effondrement des prix de pétrole laisse apparaître un allègement par rapport aux importations. Mais, cela n'est pas suffisant face au recul considérable des exportations des produits et services. Aussi, le financement de la balance des paiements deviendra un réel défi, au vu de la diminution des Investissements directs étrangers (IDE) et de l'augmentation attendue du premium de risque sur les marchés financiers internationaux.

Enfin, l'analyse macroéconomique montre, d'une part, que du côté de la demande, l'économie Marocaine qui est étroitement dépendante du tourisme, des importations d'Europe et des IDEs, sera affaiblie. La situation est exaspérée par la récession qui persiste en Europe et à travers le monde, couplée avec une demande locale réduite, voire arrêtée, par le confinement et la baisse des revenus des entreprises et des ménages. D'autre part, du côté de l'offre, la production industrielle est étroitement liée à plusieurs chaînes de production en amont provenant de l'étranger, notamment de Chine et d'Europe pour l'industrie automobile et aéronautique. Elle se voit donc menacée par les fermetures industrielles dues au confinement dans les pays exportateurs.

Il est attendu que les mesures qui ont été lancées depuis le début de la crise permettraient d'éviter la faillite de plusieurs entreprises, à travers l'allègement des charges sociales et le décalage des échéances bancaires. En tout état de cause, ces mesures sont indispensables pour préserver la stabilité macro-économique. Pour cela, le Maroc a tiré \$3 milliards de la ligne de précaution et de liquidité du Fonds monétaire international (FMI), ainsi que \$275 millions du prêt de la Banque mondiale réservé préalablement aux catastrophes. Une autorisation spéciale sera nécessaire pour dépasser le plafond des emprunts extérieurs, prévu dans la loi de finances de 2020 fixé à \$3 Milliards. Ces emprunts permettront d'anticiper les chocs attendus sur la balance des paiements et les réserves en devises, suite à la crise du Coronavirus. La stabilité macro-économique et le maintien de son niveau d'investissement sont indispensables pour permettre au Maroc de lever des fonds sur les marchés de capitaux internationaux, comme cela a été le cas auparavant en vue de continuer à financer l'économie et les réformes structurelles.

L'arrêt des secteurs économiques décalera la croissance

Toute l'économie a fait une pause, non seulement au Maroc, mais dans le monde entier. Aucun secteur ne sera épargné, y compris l'agro-alimentaire. L'arrêt de l'exportation vers l'Europe de la tomate, du poisson et d'autres produits agricoles impacte la trésorerie des producteurs, même si une grande partie a été redirigée vers le marché local. Certains ont pensé que la crise aurait pu être le moment de jouer sur les prix, mais des commissions dédiées ont tout de suite mis fin à ces spéculations.

Les secteurs les plus touchés par la crise du Covid-19 sont les services aux entreprises et le commerce. S'ajoutent à cela les secteurs de l'industrie, du BTP, de la communication et de l'évènementiel, de l'agriculture, du tourisme et de l'artisanat. Les entreprises ont été contraintes à un arrêt de leurs activités qui risque de durer après le confinement, vu les difficultés de la reprise.

Depuis le début de la crise, le tourisme et l'aérien ont été brutalement impactés à travers le monde avec les annulations massives de voyages et les reports de programmes touristiques. La fermeture des frontières et le confinement sanitaire ont littéralement mis un arrêt à l'activité du tourisme, de la restauration et des voyages et transport.

Les premières instructions dictées par le gouvernement marocain ont interdit tous les regroupements qui dépassent les 50 personnes, ce qui a entraîné l'arrêt de plusieurs usines. Par la suite, dès que seuls les métiers et les services essentiels pouvaient justifier la continuité de leurs activités, un grand nombre d'entreprises ont été contraintes de fermer, mettant en péril leur équilibre financier. De même qu'il a été demandé aux administrations publiques, par décret, de ne pas lancer de nouveaux contrats et études ; ce qui a impacté les petites entreprises sous-traitantes des marchés publics.

- **Tourisme** : la fermeture des frontières et des hôtels a généré la perte d'emplois. Le tourisme a entraîné les produits d'artisanat qui ont vu les petits commerçants et travailleurs directement impactés. S'ajoute à cela une partie du secteur informel qui dépend du tourisme qui s'est trouvée sans revenu.
- **Transport** : le Covid-19 a réduit de manière drastique les transports en commun et toutes connexions internationales de passagers. Ceci dit, la logistique des produits et marchandises n'a jamais été aussi indispensable pour assurer l'approvisionnement continu des espaces de distribution des produits alimentaires de base pour les ménages confinés.
- **Logistique** : le secteur de la logistique est affecté par la diminution des flux d'échanges de marchandises en interne et du fait de la baisse des exportations et importations. Il a été estimé⁴ que le volume perdu d'échange va générer une perte de 2,6 millions de tonnes par mois.
- **Industrie** : les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique ainsi que du textile ont, eux aussi, été impactés par la crise, en raison de leurs besoins en matières premières provenant de Chine et d'autres pays. De plus, la demande internationale étant à son plus bas, l'industrie agro-alimentaire revoit ses axes de distribution et ses débouchés de distribution.
- **Agriculture** : le secteur de l'agriculture a commencé l'année 2020 sous la menace de la sécheresse et la perte de 85,000 emplois par rapport à 2019. L'agriculture représente 33% de la force de travail au niveau national et contribue à 13% du PIB. L'impact de la sécheresse se répercute directement sur la production des céréales et autres produits agricoles, menaçant l'emploi dans les zones rurales, en grande majorité informel. La crise affectera surtout les exportateurs qui verront leurs produits fanés — des images de produits de pêche détruits illustrent cette situation.

4. Analyse de CFG Bank

- **Les services** : les métiers de services aux clients ont été les premiers touchés—les écoles, les salons de coiffure, les hammams, les spas, les clubs de sport, les cinémas et tous les lieux publics de culture et de loisir ont vu leur chiffres d'affaires baisser. Souvent avec des employés informels qui ne bénéficient pas de couverture sociale. En revanche, les secteurs de l'eau, de l'électricité, de la téléphonie et d'internet ont plus de demande des ménages, mais équilibrera-t-elle la perte de revenus des consommateurs industriels ?
- **L'informel** : le secteur informel est impacté de manière directe par le confinement. Plusieurs petites structures, coopératives et micro-initiatives, ont dû s'arrêter brutalement. Des emplois, souvent occupés par les femmes en charges de leurs ménages, sont perdus.
- **L'énergie** : la chute spectaculaire des prix du pétrole a entraîné une réduction significative de la facture énergétique du pays. D'après l'Office des Changes, la facture a baissé à \$7,6 millions, en décembre 2019, contre \$8,23 millions en décembre 2018. La facture a baissé davantage en début d'année 2020. En parallèle, la demande connaît également une baisse due à l'arrêt de plusieurs industries et la réduction de la mobilité à travers le Royaume.

L'accent ayant été mis initialement sur la sécurité du personnel, les conséquences de la situation du confinement, qui peut durer plusieurs semaines ou même mois, auront un impact sur les revenus et sur la liquidité globale. Ceci risque de menacer fortement les équilibres fondamentaux des entreprises.

La récession est inévitable et le plus important est de pouvoir s'assurer du maintien du maximum d'emplois à travers les mesures financières et sociales qui ont été prises. Il est également indispensable de prévenir la faillite des petites et moyennes entreprises, et les pertes d'emplois, faute de quoi la reprise serait autrement plus lente et compliquée.

La crise a donné lieu à l'innovation frugale

Le Covid-19 étant un virus qui attaque le système respiratoire, et qui est plus contagieux que la grippe saisonnière, les produits d'hygiène et d'alcool sanitaire ont disparu des étalages au cours des premières semaines de l'épidémie. Les masques sont devenus l'un des objets principaux des discussions à travers le monde avec même des commandes changeant de direction dans les plateformes logistiques, créant des frictions diplomatiques. Au Maroc, le ministère de l'Industrie, de l'Économie Verte et du Numérique a travaillé avec des usines de textile pour la fabrication de masques subventionnés pour assurer une distribution générale à travers de nombreux points de vente. La production assurée a pu atteindre les 5 millions⁵ de masques produits par jour à partir du début du mois d'Avril 2020, pour répondre aux besoins de protection de la population.

Un spécialiste du découpage de plexiglas à Tanger a réorienté son atelier lui permettant de fabriquer des masques en plastique — bavettes — pour équipes soignantes en vue d'éviter la contagion et a ainsi permis de contribuer à faire face à la pénurie. Des unités

5. www.mcinet.gov.ma

de production se sont adaptées pour fabriquer les tenues de travail du corps médical en un temps record.

En termes d'équipement, des étudiants du MIT ont conçu un nouvel appareil respiratoire et ont mis à la disposition du monde entier le mode d'emploi et de montage simplifié. De nombreux esprits créatifs ont pu adapter l'innovation qui est devenue frugale en Afrique et à travers le monde, pour combler le manque d'équipements médicaux et de respirateurs artificiels.

Parallèlement, un prototype d'appareil de respiration artificielle 100% marocain a vu le jour dans une plateforme industrielle de pièces aéronautiques, familière des montages sophistiqués et précis. Initialement, une équipe de 20 chercheurs, universitaires et industriels ont mis en place un appareil de respiration, en utilisant des composantes disponibles sur le marché national. Aussi, ils ont réussi à fabriquer un prototype qui fonctionne avec ou sans électricité avec une autonomie de 3000 heures. L'usine a la capacité de fabriquer jusqu'à 500 appareils par semaine. Ces exemples d'innovation frugale et adaptée au contexte local démontre l'ingéniosité des spécialistes et la créativité qui ressort de ces moments de crise.

Toutefois, un effet pesant sur la société

Ces dix dernières années, le Maroc a connu un vrai recul du niveau de pauvreté et une amélioration du niveau de vie, ainsi qu'une augmentation du PIB par capita. Toutefois, la crise sanitaire va générer un recul de ces améliorations, en risquant de faire basculer 300 000⁶ Marocains supplémentaires dans la pauvreté. La volatilité de l'économie aura également un effet sur la classe juste au dessus de la pauvreté qui risque de se trouver à un niveau très tangent, surtout pour les emplois de l'informel dont la reprise risque de tarder.

D'après les normes de pauvreté de la Banque mondiale, le pourcentage de la population vulnérable risquant de tomber dans la pauvreté avoisinait les 25% en 2019, principalement à cause de la sécheresse. En 2020, ce pourcentage dépasse 27%. Aussi, 10 millions de personnes risquent de tomber dans la pauvreté à cause de la crise étant donné que la majorité des emplois sont dans l'informel et dans les secteurs comme le tourisme, la restauration, les services (transports, commerces) et ceux qui n'ont pas la possibilité d'entreprendre leur travail à distance.

De plus, le Covid-19 a paralysé tout le système de santé, accordant la priorité au Coronavirus et laissant attendre des cas auparavant considérés urgents. Aussi, l'état de santé de personnes en charge de familles risque de se détériorer impactant ainsi le revenu de nombreux ménages. L'éducation a également montré ses limites et la différence entre les différents systèmes privés et le public est très notable. Les cours à distance nécessitent une implication réelle des adultes responsables d'enfants, un rôle joué par les mères, mais également par les pères. Les enfants de familles dont le niveau des parents ne leur permet pas de se substituer aux enseignants à la maison, risquent de voir leur niveau baisser en étant impactés davantage par la crise. Une revue du système éducatif est indispensable et des moyens importants devront y être consacrés.

6. estimations de la Banque Mondiale

La composante genre toujours au cœur des enjeux

Cette crise a mis en lumière le poids central de la vie de famille et du rôle de la femme en tant que mère, mais aussi en tant que professionnelle.

En effet, la femme occupe un rôle important dans le secteur de la santé, le corps des médecins, des infirmiers, du paramédical, des volontaires et autres. En effet, les chiffres du Haut-Commissariat au Plan montrent que 57% des médecins sont des femmes, 66% du paramédical et 64% des employés des secteurs sociaux. Ce qui dénote de la prise de risque des femmes durant la période de crise sanitaire et leur implication au contact du virus.

Ceci dit, le pourcentage des femmes dans le monde du travail reste très bas au Maroc, par rapport à la moyenne du monde, soit 22% comparé à 48%, et le pourcentage des femmes entrepreneures n'est que de 10% environ. Avec la crise, les pourcentages risquent de diminuer en élargissant le fossé lié au genre. Avec le confinement, la violence domestique serait en outre sujette à dépasser les 6 millions de femmes agressées déjà recensées, augmentant ainsi leur vulnérabilité.

Enfin, l'obligation de rester chez soi a permis de mettre en place des rituels de vie de famille qui ont été perdus dans des réunions interminables, des obligations professionnelles qui occupent toute la journée, ne laissant rien au basique, aux enfants, aux couples, à l'équilibre interne. Les habitudes vont changer, le rôle de la femme est devenu encore plus central pour assurer la réussite du confinement et du maintien de l'équilibre de la famille, du ménage, de la communauté et de la société.

L'impact sur l'environnement épargné

La crise sanitaire aura un effet bénéfique sur notre environnement qui bénéficie d'une pause par rapport aux agressions causées à aux écosystèmes, à la biodiversité et à la nature en général. L'arrêt de la production et des transports va permettre d'améliorer l'empreinte environnementale à travers une diminution des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES). En effet, plusieurs grandes villes dans le monde ont commencé à voir disparaître les nuages de pollution permanents qui les entouraient.

Une diminution des déchets provenant des industries, des hôtels et des restaurants a accordé un peu de répit à la dégradation environnementale.

Un rôle important pour l'État et les institutions financières internationales

Les gouvernements sont en train de dépenser des trillions de dollars pour soutenir les travailleurs et les entreprises. Les économistes estiment que l'apport du gouvernement doit être accordé à des conditions. En effet, les entreprises qui avaient l'habitude de dénigrer l'implication de l'État, s'adressent à ce même État pour lui demander de l'aide. Bien sûr, l'État doit intervenir et aider les entreprises de différentes tailles. Toutefois, le défi est de poser des conditions non comme sanctions, mais plutôt en vue de transformer l'économie des dix prochaines années, à la fois pour assurer la reprise après le Covid-19, mais également pour avoir une économie inclusive et durable. Il y a plusieurs leçons

que nous avons tirées à travers le monde, lors de la crise de 2008 où l'implication de l'Etat a simplement servi à enrichir les entreprises avec de plus gros profits au profit des actionnaires, au lieu de mettre en place les bases pour une économie plus inclusive. Par exemple, le Danemark impose aux entreprises qui bénéficient d'un appui de l'Etat de garder les contrats d'emplois et de garantir de les reprendre après la crise.

Pour les pays en développement, les institutions financières internationales ont un rôle important à jouer dans la reprise de l'économie après la crise, dans la restitution des équilibres financiers et macro-économiques. L'injection de liquidité devrait permettre de mettre en place des réformes et des stratégies de relance sectorielles permettant d'assurer des économies inclusives et durables. Des approches à trois niveaux sont à préconiser : (i) une approche centrée sur l'humain visant la création d'emplois, la santé et l'éducation, ainsi que le renforcement du rôle de la femme, (ii) une approche sectorielle pour stimuler la relance ; (iii) et une approche macroéconomique pour assurer la stabilité globale et redonner la confiance aux investisseurs.

Il a été estimé par l'Initiative africaine des Ministres des Finances que l'Afrique a besoin de \$100 milliards immédiatement pour assurer une réponse adéquate à la pandémie qui est en train de toucher le continent. Pour cela, les ministres recommandent l'annulation du paiement des intérêts de la dette pour 2020 pour le secteur public. Ce qui représenterait \$44 milliards, libérant ainsi de la liquidité pour faire face à la crise. De même pour le secteur privé, un report de la dette permettra de libérer des liquidités. S'ajoutant à cela un besoin imminent de l'implication des institutions financières internationales comme la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD) et les autres institutions similaires.

Aussi, le Maroc a déjà tiré sur les lignes mises en place en cas de crise ou de besoin urgent de liquidité, ce qui devrait lui permettre de minimiser les dégâts de la crise. Le gouvernement joue un rôle important pour la viabilité des entreprises privées durant ces moments difficiles, pour le maintien des emplois, et pour continuer à stimuler l'entrepreneuriat et l'investissement. Outre la ligne du Fonds monétaire international (FMI), le prêt de la Banque mondiale, la Banque Européenne de l'Investissement (BEI) a débloqué 440 millions d'euros en faveur des banques marocaines. Ces fonds devraient permettre d'accompagner les entreprises et de financer les besoins en fonds de roulement. Tous ces apports internationaux nécessitent une coordination à haut niveau et un suivi pour s'assurer de la réalisation des objectifs escomptés.

Que deviennent les Objectifs du Développement Durable ?

Il ne restait qu'une dizaine d'années pour la réalisation des dix-sept Objectifs du Développement Durable⁷ (ODD) des Nations unies, lorsque le Covid-19 est apparu, rendant le défi encore plus urgent et plus difficile. Les ODD ont été impactés par la crise sanitaire, à des degrés divers, nécessitant plus d'efforts et plus de réformes pour

7. ODD1- Pas de pauvreté ; ODD2- faim « zéro » ; ODD3- bonne santé et bien-être ; ODD4- éducation de qualité ; ODD5- égalité entre les sexes ; ODD6- eau propre et assainissement ; ODD7- énergie propre et d'un coût abordable ; ODD8- travail décent et croissance économique ; ODD9- industrie, innovation et infrastructure ; ODD10- inégalités réduites ; ODD11- villes et communautés durables ; ODD12- consommation et production responsables ; ODD13- mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ; ODD14- vie aquatique ; ODD15- vie terrestre ; ODD16- paix, justice et institutions efficaces ; ODD17- partenariats pour la réalisation des objectifs. (<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>)

les atteindre. Cependant, la pandémie a confirmé que non seulement les pays sont connectés, mais la population mondiale est reliée et toutes les économies sont intégrées. De plus, la pandémie a montré les limites de certains pays à répondre à la crise, l'effet étant plus accentué sur certains secteurs que d'autres. Aussi, le Secrétaire Général des Nations Unies a appelé dans son rapport⁸ à maintenir le cap de 2030 pour la réalisation des ODD, en renforçant la préparation et accélérant les capacités de réponse à la crise. Le plus important est de s'assurer que toutes les personnes, les ménages et les entreprises survivent, surtout pour les personnes les plus vulnérables, les femmes, les enfants et les ménages dans les régions marginalisées. En effet, cette crise peut faire basculer un demi-milliard d'Africains dans la pauvreté d'après l'ONG Oxfam⁹, et près de la moitié des emplois pourraient disparaître.

Les réponses à la pandémie varient en fonction des moyens des gouvernements, c'est pour cela qu'un appui international est nécessaire, et que des lignes préétablies pour les moments de crise doivent être mises en place par les institutions financières de développement. Chaque pays devrait mettre en place des stratégies intégrées multisectorielles, avec un leadership politique fort, et l'implication de la population pour s'assurer de la confiance publique. Aussi, la coordination aux niveaux national, régional et local devrait permettre d'assurer un rebond homogène, préparant le chemin pour une économie et une société plus équitables, plus inclusives et plus durables. Les réformes économiques doivent répondre aux besoins les plus immédiats de la population, protéger la cohésion sociale et s'assurer du maintien de la stabilité politique, économique et sociale. Le secteur de la santé est au centre de la crise, les gouvernements doivent s'assurer de sa mise à niveau rapide pour éviter un pic dévastateur du Covid-19 en nombre de contaminés et de décès.

Préparer le nouveau modèle économique

En conclusion, cette crise a certes des effets immédiats dévastateurs financièrement pour les nations, les entreprises et les familles, mais elle nous a permis de remettre les priorités en place. Nous avons compris que la santé est essentielle, et que l'éducation est le rôle de la famille et de l'école. Santé et éducation qui ont été laissées de côté par plusieurs nations pour privilégier les infrastructures imposantes, la grandeur des industries. Un capitalisme qui n'avait plus de freins rendant les riches toujours plus riches et plus arrogants, et les pauvres toujours plus démunis et plus écrasés. Une réalité qui n'a été contredite que par le numérique, et maintenant par le virus. La crise a montré les limites de la technologie, mais en même temps c'est cette même technologie qui permettra aux gens de sortir de leur confinement mentalement indemnes, et qui accélèrera la transition numérique de nos sociétés.

Outre un effet positif sur notre empreinte environnementale de la planète, la digitalisation s'est accélérée. Le travail à distance a démontré une réelle efficacité dans certains domaines, les cours à distance en visio-conférence ont fonctionné permettant le rapprochement des enseignants des écoles et de repenser le système éducatif. Il est certain qu'il y a une réelle accélération vers la digitalisation de tous les secteurs à un

8. Shared responsibility and global solidarity : Responding to the socio-economic impact of COVID-19. Report of the Secretary General. United Nations. March 2020

9. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/un-demi-milliard-de-personnes-pourraient-basculer-dans-la-pauvrete-cause-du>

rythme beaucoup plus avancé que ce qui était initialement prévu. Les secteurs de l'économie de la vie, à savoir l'éducation, la santé, l'infrastructure de base, l'épargne, l'assurance et le crédit, la numérisation et la sécurité, devront prendre le devant sur tout le reste pour assurer l'équilibre vital de la Société. Toutes ces considérations devront être intégrées dans le nouveau modèle économique du Maroc pour s'assurer de la mise en place d'une économie et d'une société inclusives et équitables, d'un développement durable et solide pour transcender les pandémies, faire face aux changements climatiques et se prémunir contre toute autre crise.

Enfin, cette méditation globale de la planète a permis de rappeler aux générations actuelles des priorités qui leur paraissaient inutiles, voire futiles, face à la digitalisation, la starisation, la rapidité du monde de la consommation, des dépenses, des déchets, et de la cupidité.

À propos de l'auteur, **Hynd Bouhia**

Dr. Hynd Bouhia détient un doctorat de l'Université d'Harvard et un diplôme d'ingénieur de l'Ecole centrale de Paris. Elle a occupé plusieurs postes de responsabilité à la Banque mondiale, à Washington, au Cabinet du Premier Ministre à Rabat, et à la Bourse de Casablanca. Elle est Professeure du Développement Durable à l'UM6P et spécialiste des stratégies de développement durable.

À propos de **Policy Center for the New South**

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma